



HAL
open science

Les châteaux et la recherche archéologique en Savoie et Dauphiné (1970-2015) : héritages et problématiques contemporaines (Ain, Isère, Savoie, Haute-Savoie)

Laurent d'Agostino

► To cite this version:

Laurent d'Agostino. Les châteaux et la recherche archéologique en Savoie et Dauphiné (1970-2015) : héritages et problématiques contemporaines (Ain, Isère, Savoie, Haute-Savoie). Les vies de château. Catalogue d'exposition, Musée-château d'Annecy (2016), Musée-Château d'Annecy, pp.269-275, 2016. hal-02023693

HAL Id: hal-02023693

<https://hal.science/hal-02023693>

Submitted on 22 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les châteaux et la recherche archéologique en Savoie et Dauphiné (1970-2015) : héritages et problématiques contemporaines (Ain, Isère, Savoie, Haute-Savoie)

LAURENT D'AGOSTINO

Archéologue indépendant, chercheur associé au CIHAM/UMR 5648

L'archéologie du château en Savoie et dans le Dauphiné, comme ailleurs en France, s'est développée depuis les années 1970¹, parallèlement aux institutions qui régissent et étudient aujourd'hui le patrimoine archéologique. Les Services régionaux d'Archéologie, d'une part, contrôlent l'activité des archéologues au sein du ministère de la Culture. Les chercheurs des universités, les agents des collectivités territoriales, les archéologues de l'État et des structures privées, d'autre part, conseillent les propriétaires ou les associations, effectuent des fouilles, publient les résultats. En même temps que se mettait en place cette organisation administrative et institutionnelle, l'évolution de la législation sur le patrimoine archéologique a conduit à des mutations importantes dans la réalisation des recherches, notamment du fait de l'insertion progressive de l'archéologie aux travaux sous forme d'une archéologie

« de sauvetage » d'abord, « préventive » depuis 2001.

Si les modes d'intervention et les méthodes ont évolué, les problématiques liées aux châteaux² sont relativement stables depuis quarante ans et couvrent les questions de la naissance et de la formation des châteaux autour de l'An Mil, de leur évolution entre le XI^e siècle et les XVI^e-XVII^e siècles et de leurs fonctions, à la fois de fortifications défensives, résidences princières ou nobles, centres économiques et pôles d'habitat.

LE TEMPS DES ENQUÊTES ARCHÉOLOGIQUES AU LONG COURS [1970-1990]

Les années 1970 voient l'émergence d'une génération d'archéologues spécialisés dans le Moyen Âge, dans les universités lyonnaises tout d'abord. Plusieurs opérations, initiées par Jean-François Reynaud, sont menées aux



fig 1 Le château de Saint-Germain à Ambérieu-en-Bugey (Ain), début des fouilles de la chapelle en 1970

châteaux de Saint-Germain et des Allymes à Ambérieu-en-Bugey (Ain) de 1970 à 1977³ (fig. 1). La même décennie, Bernard Demotz réalise des fouilles notamment à Dorches⁴ et Anglesfort⁵ dans l'Ain et à Ugine en Savoie⁶. Ses travaux portent essentiellement sur l'organisation des châteaux comme centres politiques et administratifs du comté de Savoie. En marge des terres proprement savoyardes ou dauphinoises, Jean-Michel Poisson mène l'enquête sur les fortifications de terre et de bois dans les Dombes et la plaine de l'Ain, à la

bâtie de Gironville (Ambronay, 1983-1987) et à Villars-les-Dombes (1988-1991). À sa suite, Élisabeth Chalmin-Sirot entame une étude sur le château d'Annecy dans le cadre de sa thèse de doctorat et réalise plusieurs opérations de terrain de 1982 à 1987. En Haute-Savoie, le château du Vuache à Vulbens est fouillé entre 1982 et 1985⁷, et des fouilles annuelles accompagnent les travaux de restauration du château de Bressieux en Isère de 1983 à 1992⁸. Ces enquêtes pluriannuelles, menées souvent avec de modestes moyens financiers, abordent cette poignée de sites de manière approfondie. Les travaux sont de longue haleine, mais aboutissent en général à d'importantes publications en ce qui concerne la bâtie de Gironville, Annecy, Vuache, Bressieux. Ces grandes recherches ont contribué à fonder l'école lyonnaise d'archéologie médiévale et ont initié des méthodes nouvelles, offrant à l'histoire du phénomène castral une source à part entière, donnant accès à une dimension matérielle jusqu'alors inédite. Certaines sont encore en cours, à l'image de Brandes en Oisans (Huez), fouillé depuis 1977⁹.

Après la création de l'Association pour les Fouilles Archéologiques Nationales en 1973 qui s'est essentiellement occupée des chantiers de sauvetage en milieu urbain, notamment à Lyon, la communauté des archéologues s'est enrichie d'acteurs nouveaux. La création de services archéologiques dans les collectivités territoriales, en 1976 en Isère et en 1984 en Haute-Savoie, a contribué à ancrer l'archéologie dans une recherche de terrain. Dans ce domaine, le Centre d'Archéologie des Musées de Grenoble et de l'Isère, devenu la Conservation du Patrimoine de l'Isère, fait figure d'exception en Rhône-Alpes car il était composé d'archéologues médiévistes, pour certains spécialisés dans les châteaux.

Outre de longues années de travail dans le cadre de la rénovation urbaine de Grenoble, ils ont pu mener à l'échelle du département de grandes enquêtes à partir du milieu des années 1970, sans être véritablement achevées aujourd'hui. Les premières formes des châteaux à motte du haut Dauphiné ont ainsi fait l'objet des travaux de Michel Colardelle et Chantal Mazard, tandis que châteaux de pierre et maisons fortes sont encore étudiés par Annick Clavier. Ces différentes recherches ont conduit à la fois à la réalisation d'inventaires, mais aussi d'études du bâti et de fouilles.

UNE DIVERSIFICATION DES ÉTUDES ET DES ACTEURS (1990-2000)

Les travaux des universitaires lyonnais se poursuivent dans les années 1990 : Élisabeth Chalmin-Sirot réalise entre 1994 et 1998 une étude au long cours sur les résidences aristocratiques du diocèse de Genève, publiée en 1998. Parallèlement et à la suite de ce travail, elle encadre un nombre important de travaux d'étudiants consacrés aux châteaux et maisons fortes de Savoie et de Haute-Savoie. Les sites sont progressivement inventoriés, décrits, photographiés. Parallèlement, des plans ou des relevés d'élévations sont réalisés. De grands sites font l'objet de monographies par des étudiants, mobilisant les sources archéologiques et historiques, mais souvent restées inédites comme Épierre en Savoie en 1998, Miolans en 1996-1998. Il faut noter pour principale limite de ces études l'absence totale de fouilles, ce qui ne permet d'aborder les sites que de manière superficielle. De son côté, Jean-Michel Poisson travaille sur le château de pierre de Montmayeur, sur la commune de Villard-Sallet en Savoie, où il fouille de 1992 à 1997¹⁰. Parallèlement, il travailla

durant la même période sur l'épicentre du Dauphiné à travers le château des comtes d'Albon dans la Drôme, même si le site est en dehors de l'aire de présentation de ce bilan.

En Savoie, le programme *Pierres fortes* met à profit le développement d'un outil touristique pour établir un bilan des connaissances sur les fortifications du département à la fin des années 1990, publié en 2001. La professionnalisation de l'archéologie permet de réaliser quelques études ponctuelles dans le cadre de travaux, à Vertrieu¹¹ et La Mure en Isère¹², au Bourget-du-Lac¹³...

Parallèlement, le développement des outils informatiques permet l'élaboration d'une carte archéologique nationale informatisée dans laquelle sont inclus châteaux et fortifications, grâce aux travaux d'inventaire des chercheurs.

LE RENOUVELLEMENT DU CADRE LÉGISLATIF : ENTRE ÉTUDES APPROFONDIES ET MORCELLEMENT (2001-2015)

En 2001, la loi sur l'archéologie préventive renouvelle totalement le cadre législatif de 1941 qui prévalait jusqu'alors. L'archéologie trouve une légitimité nouvelle dans le cadre des travaux d'aménagement du territoire ou de restauration des monuments. C'est dans ce deuxième cadre que sont réalisées dès lors l'essentiel des opérations archéologiques sur les châteaux. Révisée en 2003 et ouvrant l'archéologie à la concurrence, la législation a ouvert le champ à de nouveaux types d'études. Les travaux donnent accès dans un temps court à de grandes surfaces et sont l'occasion de belles découvertes, comme à Pont-d'Ain en 2006 où sont mises au jour les structures de la salle d'honneur comtale, avec ses décors peints¹⁴. Mais les travaux introduisent



fig 2 Le château d'Esserts-Blay (Savoie) en 2011 après les travaux de restauration et d'aménagement du bâtiment

aussi une limite stricte aux études, celle de l'emprise de ces mêmes travaux, conduisant à des opérations parfois peu fructueuses. Dans les années 2000, plusieurs sites sont abordés par des étudiants en fin de cursus ou de jeunes professionnels dans un cadre associatif. Ils effectuent études préalables, études de bâti ou suivis de travaux dans le cadre de projets de mise en valeur (fig. 2)¹⁵. Les degrés d'étude sont néanmoins variés selon l'ampleur du site et le cadre d'intervention. Depuis 2010, certaines études préalables sont formalisées par des cahiers des charges de l'État¹⁶, permettant d'intégrer plus efficacement les études archéologiques aux travaux de restauration ou de mise en valeur, comme au château de Regard à Clermont-en-Genevois (Haute-Savoie)¹⁷ dans le

cadre de la redéfinition du projet scientifique du musée, ou encore à la maison forte de Buffavent à Lully en 2012-2013¹⁸. En 2006 et 2008, à Saint-Gervais-les-Bains, les maisons fortes de Hautetour et du Châtelet (fig. 3) bénéficient d'études détaillées avant travaux ou mise en valeur, permettant de cerner leur évolution¹⁹. Les grands châteaux urbains comme Chambéry et Annecy font l'objet de nouvelles investigations dans le cadre de l'archéologie préventive. Les chantiers sont toutefois dispersés dans le temps et pour le moins décousus en termes de méthodologie scientifique. À Chambéry, quatre opérations sont réalisées entre 2001 et 2011 sur l'escalier d'honneur, la salle des comptes et la Sainte-Chapelle, toutes menées par des archéologues différents. À

Annecy, la situation est la même : trois opérations se succèdent de 2009 à 2011 sur la barbacane et la façade occidentale, dirigées par trois archéologues différents et toutes restées inédites. Le morcellement de ces opérations, liées systématiquement à des campagnes de travaux et non à une problématique scientifique, nuit à n'en pas douter à l'homogénéité des données recueillies, si ce n'est à la compréhension globale du monument. Parallèlement, les interventions pluriannuelles sur des châteaux deviennent rares, pour une raison simple : il n'existe plus aujourd'hui aucun archéologue d'université ou du CNRS travaillant sur un château de Savoie, de l'Ain ou du Dauphiné, constat égale-

ment valable pour la région Rhône-Alpes dans son ensemble. Depuis les années 2000, dans les quatre départements évoqués, trois châteaux seulement ont fait l'objet de recherches pluriannuelles : Saint-Maurice-de-Rotherens en Savoie²⁰, Allinges en Haute-Savoie²¹ et Saint-Germain d'Ambérieu²². Dans ce dernier cas, les recherches ont repris à la suite de celles menées dans les années 1970, restées inachevées (fig. 4). Malgré tout, les méthodes ont largement évolué, permettant aujourd'hui d'aborder un site plus efficacement, grâce à des outils performants. Le scanner 3D ou la photogrammétrie permettent de relever rapidement de grandes surfaces. À l'autre extrémité de la chaîne opératoire, les restitutions



fig. 3 Tour résidentielle de la maison forte du Châtelet à Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie) en cours de fouille



fig. 4 Bâtiments résidentiels du château de Saint-Germain en 2013 ; de gauche à droite, la tour de la chapelle fouillée dans les années 1970, le logis et la tour maîtresse. On estime à 200 m³ le volume de gravats recouvrant la tour



fig. 5 Allinges, Château-Vieux (Haute-Savoie), les maisons du bourg castral en cours de fouille en 2011 ; à l'arrière-plan, la cour haute

3D permettent d'étudier des hypothèses et de les donner à voir au public. D'un point de vue plus global, les bases de données et les systèmes d'informations géographiques offrent une meilleure exploitation des inventaires et de la cartographie ; à l'échelle du département de la Haute-Savoie, un important corpus documentaire a été réuni dans une base de données et fut l'occasion d'un état des lieux de terrain sur quatre-vingt châteaux²³, démarche inédite en Haute-Savoie depuis les travaux de l'archéologue genevois Louis Blondel dans les années 1920 à 1950.

En guise de bilan, le chemin reste long pour prétendre connaître en détail les origines, le développement, l'architecture et l'évolution des châteaux des Alpes du Nord et du Jura méridional. L'un des héritages de cinq décennies de recherches de terrain est sans doute une meilleure connaissance de l'ampleur de la tâche à accomplir pour prétendre connaître les origines, l'architecture et l'évolution des châteaux. L'un des principaux apports des chercheurs est d'avoir établi des inventaires et cerné des problématiques. Ces dernières années, les fouilles menées à Allinges ont

abordé pour la première fois un bourg castral et ses maisons (fig. 5) ; mais que sont cinq maisons pour comprendre un phénomène de peuplement à l'échelle d'un site et plus encore, d'un territoire ? Avec près de 400 châteaux et maisons fortes inventoriés pour la seule

Haute-Savoie, il est bien illusoire de prétendre déjà à des synthèses sur une poignée de sites qui ont fait l'objet de recherches archéologiques depuis cinquante ans. Seules les études de longue haleine offrent des données suffisamment solides pour établir des référentiels.

1 Cette présentation, bien trop courte pour être exhaustive, ne considère que les recherches ayant fait l'objet d'un rapport de fouille et/ou d'une publication. Nous ne pourrions évoquer ici les nombreux travaux d'étudiants consacrés aux châteaux.

2 Le château médiéval fait partie des axes de recherche définis par le Conseil National de la Recherche Archéologique, sous le programme 24 (Naissance, évolution et fonctions du château médiéval).

3 À Saint-Germain, la problématique reposait avant tout sur l'occupation du haut Moyen Âge et la chapelle castrale, plus que le château de pierre considéré comme « tardif ». L'étude sera dirigée par J.-F. Reynaud, puis B. Mandy.

4 Fouille menée de 1971 à 1974.

5 Maison forte de La Rochette, 1975-1980.

6 Château de Crestcherel, 1975-1980.

7 Recherches menées par F. Raynaud.

8 Sous la direction de Y. Sambet.

9 Les recherches sont dirigées par M.-C. Bailly-Maître ; elles concernent, outre la fortification dauphinoise du XIV^e siècle, les mines d'argent et l'habitat des mineurs qui lui sont associés.

10 La fouille touche à la fois la résidence aristocratique et son bourg, où sont fouillés la chapelle castrale et un four.

11 Par S. Gaime en 1990.

12 Maison forte de Beaumont, par F. Raynaud en 1991.

13 Étude de bâti menée par I. Parron en 1998 et 2000.

14 Fouille C. Delomier, étude historique A. Kersuzan. Des études fructueuses sont menées également en 2014 à Saint-Michel-de-Maurienne,

15 À Bonneville en 2003 par S. Bocquet ou Chaumont par V. Levert en 2005 en Haute-Savoie, à Esserts-Blay en Savoie par F. Arnaud-Goddet en 2000 puis C. Valette en 2003, à Jarrie en Isère en 2009 par A. Clavier et C. Randon.

16 Le Service régional d'Archéologie établit des cahiers

charges pour toutes les opérations d'archéologie préventive, plus rarement pour cadrer des études réalisées en amont des travaux, permettant d'intégrer plus efficacement les résultats à des projets de restauration.

17 L'étude menée sur la résidence renaissance de Gallois Regard a mis en évidence ses origines médiévales et son évolution.

18 Étude préalable par A. Mauveaux ; fouille préventive sous la direction de M. Caillet.

19 Hautetour a été étudiée sous la direction d'O. Feilh, avant restructuration pour accueillir la Maison des Guides de Saint-Gervais ; Le Châtelet a été fouillé sous la direction de L. D'Agostino avant mise en valeur dans le cadre de la construction du viaduc du Bonnant et de l'aménagement de chemins de randonnée.

20 Les fouilles ont été réalisées entre 2002 et 2005 par C. Ducourthial dans le cadre de sa thèse de doctorat.

21 Les deux châteaux d'Allinges ont fait l'objet de plusieurs opérations successives : trois années ont été consacrées à l'état des lieux des deux sites et à des campagnes de fouilles et d'étude de bâti sur Château-Vieux sous la direction de L. D'Agostino de 2010 à 2012 dans le cadre du projet européen AVER – *des montagnes de châteaux*. Une étude de bâti préventive a été menée par E. Chauvin-Desfleurs en 2012 sur une partie de Château-Neuf. Deux études de bâti ont été réalisées par L. Benoît en 2013-2014 dans le cadre d'un master.

22 Depuis 2012, les recherches sont menées par A. Kersuzan pour la partie historique et L. D'Agostino pour les études archéologiques. L'équipe pluridisciplinaire mène de front l'étude des comptes de châtelainie, le relevé et l'étude du site, mais aussi la reprise des données anciennes encore inexploitées.

23 Projet AVER – *des montagnes de châteaux*. La masse considérable de données réunies n'est pas encore exploitée en totalité.